



## CONSEIL POLITIQUE SUR LA MISE EN ŒUVRE DU NOUVEL AGENDA URBAIN

**Vendredi 12 février 2021, 15h00-17h00 CET**

Inscrivez-vous ici :

<https://us02web.zoom.us/meeting/register/tZAvdu6rqDMsGNCIbaykJmu45exjchX7T8zM>

Personnes de contact de l'équipe de CGLU : Jean-Baptiste Buffet, Massimo Perrino :  
[policy@uclg.org](mailto:policy@uclg.org)

*L'interprétation sera disponible en français, anglais et espagnol.*

Les Conseils politiques sont un mécanisme d'élaboration des politiques de CGLU, dirigé par des élu·e·s locaux/locales, qui permet de renforcer le débat politique de notre Organisation mondiale et d'élaborer des recommandations politiques en rapport avec des sujets stratégiques.

Le Conseil politique sur la mise en œuvre du Nouvel agenda urbain, lancé lors du Conseil mondial de CGLU en novembre 2020, vise à examiner les défis et les opportunités associés à la mise en œuvre du Nouvel agenda urbain, une pierre angulaire essentielle pour l'agenda du développement et pour la réalisation de villes et de territoires autonomes, inclusifs et résilients.

La réunion permettra aux conseiller·e·s politiques de discuter de propositions concrètes pour l'agenda du Conseil sur la base du mandat hérité du document final de Quito à Habitat III, **reconnaisant le rôle des gouvernements locaux et régionaux** dans l'examen et le suivi du Nouvel agenda urbain. L'objectif de l'année à venir sera de s'assurer que les voix du collectif soient entendues dans le processus vers Quito +5 (réunion de haut niveau des Nations unies prévue début 2022), en assurant des contributions par l'intermédiaire de l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux, reconnue comme mécanisme dans le processus lancé à Habitat III.

### Agenda de la session

#### 1. Introduction par les Coprésident·e·s

a. Modérée par **Emilia Saiz**, Secrétaire Générale de CGLU

- **Ilsur Metshin**, maire de Kazan, président du Comité consultatif des autorités locales auprès des Nations unies (UNACLA)
- **Carlos Martinez**, maire de Soria, envoyé de la Présidence de CGLU sur le Nouvel agenda urbain
- **Thembisile Nkadimeng**, maire de Polokwane, présidente de l'Association des gouvernements locaux d'Afrique du Sud (SALGA), coprésidente de CGLU

#### 2. Pitch inspirant de nos Invités Spéciaux

- **Elkin Velasquez Monsalve**, Directeur Régional, Amérique Latine et Caraïbes, ONU-Habitat

### 3. Débat ouvert avec les Conseillers Spéciaux

a. Modéré par **Sergio Arredondo Olvera**, secrétaire exécutif de la Fédération latino-américaine des villes, municipalités et associations municipales (FLACMA)

- **Damià Calvet**, conseiller au territoire et à la durabilité, Gouvernement régional de Catalogne, président d'INCASOL
- **Gabriel Cruz**, maire de Huelva
- **Peter Kurz**, maire de Mannheim
- **Ilia Nozhechkina**, président du Conseil municipal d'Oulianovsk
- **Berry Vrbanovic**, maire de Kitchener, trésorier de CGLU
- **Mohammed Saadie**, Maire de Deirnbouh, Président de l'Union des Municipalités de Dannieh, Vice-Président de CGLU pour MEWA

#### Points focaux :

- Evgeniya Lodvigova, adjointe au maire de Kazan
- Ruslan Galiakhmetov, responsable des relations internationales, Kazan
- Xolile George, directeur général, Association des gouvernements locaux d'Afrique du Sud (SALGA)
- Mercedes Sanchez, directrice adjointe de la coopération, Fédération espagnole des communes et provinces (FEMP)
- Marc Darder, Chef de cabinet technique, Ministère régional du territoire et de la durabilité, Gouvernement régional de Catalogne
- Elisabet Tuá, coordinatrice du Secrétariat pour l'agenda urbain et le territoire, Gouvernement régional de Catalogne
- Anton Carpio, Secrétariat pour l'agenda urbain et le territoire, Gouvernement régional de Catalogne
- Cristina Clotet, architecte, Gouvernement régional de Catalogne
- Emily Hruban, conseillère politique, Mannheim
- Elena Pierce, conseillère en gouvernance, politique et réseaux, Fédération canadienne des municipalités (FCM)

#### **Les priorités potentielles pour la phase suivante incluent l'engagement de l'ensemble du réseau sur les points suivants :**

- Approfondir le débat sur la reconnaissance des gouvernements locaux et régionaux en tant qu'acteurs politiques dans la révision et le suivi du Nouvel Agenda Urbain.
- Permettre un lien direct avec l'**Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux** en tant que mécanisme officiel d'examen et de suivi dans la perspective de Quito + 5.
- Assurer l'articulation entre le Conseil Politique et l'**UNACLA** en assurant la contribution au suivi et à l'examen du Nouvel Agenda Urbain.
- Lien entre la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain et la **localisation** des Objectifs de Développement Durable, en particulier dans le cadre de l'ODD 11 sur les villes durables.
- Veiller à ce que les **données pertinentes fournies pour et par les gouvernements locaux et régionaux** soient prises en compte dans le suivi et les progrès de la mise en œuvre de l'agenda.
- Garantir la **perspective territoriale** et plaider pour une gouvernance à plusieurs niveaux et l'inclusion des gouvernements locaux et régionaux dans tous les processus liés à l'agenda.

## Relations avec d'autres Conseils Politiques :

L'Organisation mondiale encouragera la fertilisation croisée entre les différentes parties du réseau de CGLU et des mécanismes de consultation. Cependant, il convient de souligner le travail avec d'autres domaines, notamment :

- Le rôle crucial que joue le Nouvel Agenda Urbain dans la localisation des ODD et donc dans la réalisation des agendas des autres Conseils Politiques de CGLU sur le **droit à la ville et les territoires inclusifs** et la **gouvernance territoriale multiniveaux et le financement durable**.
- Pour garantir la réalisation du Nouvel Agenda Urbain, il faut une réponse gouvernementale coordonnée à plusieurs niveaux qui assure l'alignement des buts et objectifs entre toutes les sphères de gouvernement.

## Liens avec les processus internationaux en 2021 :

- Relation claire avec l'examen et le suivi quinquennal du Nouvel Agenda Urbain, Quito+5 qui aura lieu en 2021-2022. Les objectifs du Nouvel Agenda Urbain ont été, et continueront d'être, au cœur des agendas mondiaux tels que l'**Agenda 2030** et le **Programme d'action d'Addis-Abeba**, entre autres, et ce moment de révision sera crucial pour consolider la politique rôle des gouvernements locaux et régionaux à cet égard.
- Lien clair entre la **localisation** des ODD et la réalisation du Nouvel Agenda Urbain et le pouvoir du Nouvel Agenda Urbain d'être un **accélérateur de la mise en œuvre de l'Agenda 2030**.
- Connexion directe entre la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain et le développement et mise en œuvre des **politiques urbaines infra-nationales** promues par ONU-Habitat en collaboration avec les gouvernements locaux et régionaux

## Liens avec d'autres mécanismes de consultation :

- Rôle du Conseil Politique sur le nouvel agenda urbain en tant que caisse de résonance pour l'**Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux**, convoquée par la Global Taskforce. L'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux est explicitement mentionnée dans le texte du Nouvel agenda urbain comme ayant un rôle clé dans l'examen et le suivi de l'ordre du jour.
- Lien direct entre le Conseil Politique et le programme de travail de l'UNACLA, tous deux promouvant le Nouvel Agenda Urbain en tant qu'accélérateur vers la localisation des ODD.
- Commission de planification stratégique urbaine de CGLU : La planification urbaine stratégique en tant qu'élément central du Nouvel Agenda Urbain et de sa mise en œuvre, les travaux du Conseil seront liés aux contributions fournies par la Commission de CGLU.

## Liens avec les axes du pacte pour l'avenir :

- Lien entre le Nouvel Agenda Urbain et d'autres agendas mondiaux fondamentaux, en particulier à la lumière de la reprise du COVID-19, en veillant à ce que sa réalisation soit directement liée aux objectifs et aux aspirations énoncés dans le Pacte pour l'avenir de CGLU. Le Pacte pour l'avenir de CGLU sera basé sur trois axes : les personnes, la planète et le gouvernement.
- La relation avec l'axe sur le gouvernement ressort de manière évidente car l'importance de la coordination entre toutes les sphères de gouvernement s'avérera essentielle dans la réalisation du Nouvel Agenda Urbain.